

# Budget 2026 : au secours, le socialisme revient !

Le PS a réussi à imposer ses priorités budgétaires à Sébastien Lecornu en échange de la non-censure du gouvernement, faisant des entreprises les grandes perdantes d'un budget qui renonce aux baisses d'impôts pourtant promises. Mais que font les Républicains ?

Par Marie de Greef-Madelin et Frédéric Paya

**C'**est qui le patron ? est le nom d'une entreprise agroalimentaire, créée en 2017 pour permettre aux producteurs de vivre dignement de leur travail. C'est aussi la question légitime que l'on peut se poser après avoir regardé la *telenovela* sur l'élaboration du budget 2026. Et que l'on peut ainsi résumer : fort — pour user d'un oxymore — de son maigre score de 1,75 % au soir du premier tour de la dernière élection présidentielle, le Parti socialiste a réussi à tordre le bras

de Sébastien Lecornu contre la promesse d'une non-censure en cas d'adoption du budget par 49.3. Pour être exact, il y a trois 49.3 : un lors de l'examen du volet recettes (adopté le 23 janvier), un autre pour le volet dépenses et un dernier sur le texte revenu à l'Assemblée après être passé par le Sénat.

## En politique, il n'y a pas loin entre compromis et compromission

En réalité, il s'agit d'un jeu de dupes : le Premier ministre, qui avait pourtant multiplié ces derniers mois les promesses de ne pas actionner ce dis-



positif constitutionnel, a accepté de lâcher du lest, faisant sans doute comprendre au PS qu'en s'alliant à La France insoumise et aux Écologistes, il risquait plus qu'il n'avait à gagner. Les voix de cette gauche plurielle, ajoutées à celles du Rassemblement national, auraient précipité une censure, laquelle aurait été suivie probablement d'une dissolution de l'Assemblée nationale, puis d'élections législatives dont les résultats auraient, sans doute, été catastrophiques pour le PS et pour d'autres partis représentés au Palais-Bourbon,



Olivier Faure et Boris Vallaud.

Les deux chefs du Parti socialiste n'ont pas réussi faire adopter la taxe Zucman, mais le budget 2026 répond à leurs demandes : taxer toujours davantage les entreprises, qui créent pourtant richesse et emploi.

dont Les Républicains. Bref, petits arrangements entre amis. Au nom du compromis, assure Sébastien Lecornu. Or en politique, il n'y a pas loin entre compromis et compromission.

Olivier Faure et Boris Vallaud, respectivement premier secrétaire du Parti socialiste et président du groupe socialiste à l'Assemblée, peuvent s'estimer satisfait aujourdhui. Même si le principe d'une taxe Zucman n'a pas été retenu, une grande partie de leurs revendications a été entendue. Mais à quel prix... Les chiffres sont implacables: «*Entre le projet d'octobre et la version adoptée par 49.3, les dépenses publiques ont augmenté de 8 milliards : il était prévu 29 milliards supplémentaires, on en est à 37*»

**“Entre le projet d’octobre et la version adoptée par 49.3, les dépenses publiques ont augmenté de 8 milliards : il était prévu 29 milliards supplémentaires, on en est à 37”**

*la version adoptée par 49.3, les dépenses publiques ont augmenté de 8 milliards d'euros: il était prévu 29 milliards de*

*dépenses supplémentaires, on en est à 37 milliards, remarque David Lisnard, maire de Cannes, président de Nouvelle Énergie et vice-président des Républicains. Les conséquences aggravent encore un peu plus notre situation budgétaire et économique.»* Le déficit atteindra, vœu pieux, 5 % du PIB, s'il n'y a pas d'accident de croissance, au lieu des 4,7 % annoncés dans le projet de loi de finances (PLF) 2026 présenté en octobre dernier, «*soit 9 milliards de déficit supplémentaire*», calcule-t-il. Quant à la dette, elle représentera 118,2 % du PIB

## ÉCONOMIE & ENTREPRISES



> Sébastien Lecornu. Il se félicite d'une "stabilité fiscale par rapport à 2025". Sauf que son gouvernement est revenu sur l'abandon de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises et sur la disparition progressive de la CVAE.

contre 117,9 % dans le PLF du mois d'octobre. Avec des conséquences inéluctables sur la charge de la dette qui pourrait dépasser 70 milliards alors que le taux souverain à 10 ans français (3,6 %) est désormais plus élevé que les taux italien (3,44 %) et portugais (3,15 %).

« Ce budget très court-termiste qui ne traite pas les enjeux structurels, c'est haro sur les riches et les entreprises. Il propose de les taxer plus, au risque de les faire partir, alors que l'enjeu pour restaurer les finances publiques est d'augmenter le nombre d'entreprises et d'actionnaires », estime Nicolas Marques, directeur général de l'Institut économique Molinari. Une fois encore, ce sont les mêmes antiennes, dont on connaît le peu de résultats,

qui ont été mises en avant. « Le budget proposé par le gouvernement reprend tous les ingrédients socialistes qui ont conduit au déclin de la France: plus de dépenses et plus d'impôts qui pèsent et découragent ceux qui produisent », confirme, sur X, Bruno Retailleau, président des Républicains redevenu sénateur après son départ de la Place Beauvau. Le résultat est connu: de la dette en plus, des emplois en moins et un pouvoir d'achat des Français qui continuera de décroître. »

**"C'est encore Nicolas qui va payer, c'est vraiment démagogique"**

Promis, *dixit* le gouvernement, les ménages ne passeront pas à la caisse: le dégel du barème de l'impôt sur le revenu est acté, l'abattement de 10 %

sur la pension des retraités est maintenu, les prestations sociales seront revalorisées, la prime d'activité sera augmentée et il y aura un repas universitaire à 1 euro. « On sait tous qu'un repas ne coûte pas ce prix-là; une fois encore, c'est Nicolas qui va payer, c'est vraiment démagogique », déplore Jean-Baptiste Leon, directeur des publications de Contribuables associés.

Côté entreprises, ce n'est pas la même chose, même si le gouvernement se félicite d'une « stabilité fiscale par rapport à 2025 ». Curieuse manière de voir les choses... Si elle est vraie comptablement (c'est-à-dire en euros), elle est à l'opposé des promesses faites et c'est là que le bât blesse. Comme en 2025 où elles avaient dû supporter la plus grande partie de l'effort fiscal,

**"Ce budget court-termiste, c'est haro sur les riches et les entreprises. Il propose de les taxer plus, au risque de les faire partir, alors que l'enjeu pour restaurer les finances publiques est d'augmenter le nombre d'entreprises et d'actionnaires."**

les entreprises — les seules à créer de la croissance et de la richesse — seront touchées par ce budget qui prévoit 10 milliards d'euros de ponction supplémentaire.

« La France a une perception très binaire de l'impact de la fiscalité: traditionnellement, la gauche considère qu'il faut moins fiscaliser les ménages et davantage les entreprises qui sont censées, dans cet imaginaire, être riches, considère Nicolas Marques. Or, pour survivre, une entreprise est contrainte de répercuter sa fiscalité sur les ménages, qu'ils soient actionnaires, clients ou salariés. » Il rappelle que, dans un monde internationalisé où les actionnaires et les clients ont le choix de leurs investissements ou de leurs achats, la fiscalité ciblant les entreprises retombe mécaniquement sur les salariés, qui sont moins mobiles: « En pratique ce sont les salariés qui supportent l'essentiel des hausses d'impôts ciblant les entreprises françaises, sous la forme d'augmentations de salaire moins généreuses, voire de licenciements. »

### Facile de transformer le provisoire fiscal en mesure pérenne

Les grandes entreprises seront principalement affectées par le maintien de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises. Rappelons qu'au départ, cette mesure ne devait durer qu'un an et disparaître en 2026, comme Amélie de Montchalin, ministre chargée des Comptes publics, l'avait promis le 17 juin 2025 devant les sénateurs lors de la discussion relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 : « Certains points peuvent être affirmés sans détour: la surtaxe d'impôt sur les sociétés n'existera plus en 2026. Ce gouvernement n'a nulle intention de recourir à une baguette magique fiscale pour combler des écarts dont la cause est la hausse de la dépense, laquelle progresse à des rythmes très

**“C'est la logique gauchiste, qui considère les entreprises comme une variable d'ajustement pour financer des prestations toujours plus élargies.”**

supérieurs à ceux de la croissance. » De fait, Sébastien Lecornu démontre, ici, comment, d'un coup de baguette magique, il est si facile de transformer le provisoire fiscal en mesure qui dure. « C'est la logique gauchiste, qui considère les entreprises comme une variable d'ajustement pour financer des prestations toujours plus élargies », considère le maire de Cannes.

Cette surtaxe concerne les 300 plus grosses entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (et non plus les 400, les ETI ayant été sorties de ce dispositif): le taux était de 20,6 % pour celles dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, et de 41,2 % au-delà. Le gouvernement avait prévu d'en limiter le rendement à 4 milliards d'euros en 2026, celui-ci devrait finalement rester identique et s'approcher des 8 milliards.

Autre renoncement : la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), pourtant votée l'année dernière dans le cadre du budget 2025. Il avait été décidé que les taux de 2024 seraient maintenus jusqu'en 2027 avant une baisse jusqu'à la suppression de la CVAE à l'horizon 2030. Cette année, elle aurait rapporté 1,3 milliard de moins aux caisses de l'État. « Je ne comprends pas... Depuis des années, nombre de politiques expliquent que les impôts de production plombent la compétitivité et l'investissement. Pourquoi reculer maintenant? », demande Jean-Baptiste Leon. Et parmi ces politiques, en

tête, Emmanuel Macron. En 2022, le président de la République, candidat à sa propre réélection, avait, en effet, promis de « poursuivre la baisse des impôts pesant sur le travail et la production ».

### Deux dispositifs derrière des termes abscons

D'autres mesures sont destinées à lutter « contre la fraude, la suroptimisation fiscale et certains abus ou détournements de la loi », comme l'a expliqué Sébastien Lecornu. Deux dispositifs se cachent derrière ces termes abscons. D'abord, le pacte Dutreil, qui facilite la transmission d'entreprises, va être rogné. « Avec le temps, dans ces transmissions d'entreprise, s'étaient glissées aussi des transmissions de biens personnels, juge sévèrement Amélie de Montchalin. [...] Ne pourront plus être transmis dans le cadre des pactes Dutreil que des éléments de l'entreprise: ses investissements, sa trésorerie, les actifs productifs. » Autre dispositif visé, sans le citer, la taxe sur les holdings, qui permet aux dirigeants de faire remonter des dividendes et d'être moins taxés.

Double “effet Kiss Cool”: les entreprises et les entrepreneurs sont les grands perdants. « Alors, oui, ce budget est de gauche par sa genèse, par son contenu, par ses conséquences; on ne peut donc se revendiquer de droite et accepter cela, tacle David Lisnard. J'ajoute que faire passer ce budget laisserait le monopole de l'alternative politique au RN et à LFI. C'est pourquoi, au vu de tous ces arguments, la censure me paraît aujourd'hui nécessaire. »

Qui, à droite, osera l'actionner? Laurent Wauquiez, chef des Républicains à l'Assemblée, répond: « Dans le contexte international [...] de danger de guerre commerciale, il ne serait pas sérieux de faire tomber un gouvernement et de laisser la France sans budget. » Dans un peu plus d'un an, la main des électeurs tremblera peut-être moins. ●